

47, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS
75006 PARIS (FRANCE)

tél.(1) 633.42.47
ccp: 1248.74.N Paris

DU MARDI AU VENDREDI:
9H-12H / 14H-18H 30

D 712 BRESIL: NOUVELLES ACCUSATIONS CONTRE LE GETAT

Le climat s'alourdit dans le Nord de l'Etat de Goiás, en raison de la gravité des conflits de la terre (cf. DIAL D 645 et 708). Le GETAT, ou Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins, organisme sous juridiction militaire (cf. DIAL D 657), fait de nouveau l'objet de graves accusations de la part des autorités régionales, dont les évêques de Porto Nacional et de Tocantinópolis.

Note DIAL

DANS LE NORD DU GOIÁS, DES PETITS PAYSANS ACCULÉS

La violence organisée contre les cultivateurs de l'extrême Nord de Goiás menace de se transformer en conflit généralisé entre des centaines de familles de petits paysans qui vivent et travaillent dans la région, dont certaines depuis plus de vingt ans, et une poignée de courtiers véreux avec leurs véritables armées d'hommes de main, ouvertement soutenus par la police militaire, avec l'accord de la justice et du GETAT (1).

La situation foncière de cette région du Bico do Papagaio a déjà fait l'objet de dénonciations répétées, sans qu'aucune mesure ait été prise par les autorités pour offrir aux cultivateurs des garanties pour leur vie et leur travail.

Les faits se sont précipités en mars dernier quand, sur l'ordre du courtier véreux Denerval Rodrigues da Cunha Oliveira, un groupe de cent quinze hommes de main et péons fortement armés - y compris avec des armes de type militaire - a encerclé le village de Centro dos Mulatos, dans la commune de São Sebastião do Tocantins, et a soumis la population à un véritable état de siège. Tous les chemins d'accès aux champs ont été bloqués par les hommes de main, avec ordre de tirer sur tous ceux qui essaieraient de se rendre dans leurs champs. En conséquence, les paysans ont été dans l'impossibilité de récolter les céréales et de commencer le déboisement pour les prochaines cultures. Pendant ce temps-là, les hommes de main facilitent le déboisement effectué par les péons contractés par Denerval.

Un climat de terreur s'est abattu sur toute la région, en particulier sur le village de Sumaúma, dans la commune de Sitio Novo (2), où le courtier véreux José Ferreira et ses tueurs à gages ont lâché le bétail dans les cultures des paysans. Ils ont aussi occupé les routes qui mènent au chef-lieu, en tirant sur tous ceux qui essayaient de passer, y compris les femmes et les enfants.

C'est le lieu de rappeler que tous ces faits se produisent dans une région sous action judiciaire de délimitation des terres, action introduite par le GETAT. Une zone, donc, sous recours en justice.

(1) Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins, sous juridiction militaire (NdT). (2) Cf. DIAL D 708 (NdT).

En fin 1980, une audience du tribunal a été consacrée à l'instruction du procès, en présence de Me Osvaldo de Alencar Rocha, avocat représentant huit cent cinquante travailleurs ruraux qui se sont constitués partie civile au titre de leur condition de possesseurs de terres dans cette région. Après cette audience, la justice fédérale n'a pas donné suite au cas concernant les intérêts des cultivateurs.

Etrangement, pourtant, la justice a homologué plus d'une centaine d'accords passés entre le GETAT et les propriétaires fonciers de la région, en libérant pour eux quelque cent cinquante mille hectares de terre. Avec ces titres en mains et, de façon inexplicable, en dehors du cadre de l'action judiciaire de délimitation des terres, les propriétaires terriens se servent de la justice ordinaire de la région pour obtenir la propriété de biens immeubles déjà en leur possession.

Devant une telle violence qui prend les proportions d'une véritable guerre d'extermination faite aux travailleurs ruraux de la région, une commission regroupant plusieurs organisations a rendu visite aux zones de conflits et a témoigné de la réalité dramatique d'une population terrorisée, contrainte à la famine, et mise dans l'impossibilité de récolter ce qu'elle a planté ainsi que de préparer de nouvelles cultures pour assurer la subsistance de ses enfants.

Nous dénonçons devant l'opinion publique les agissements du GETAT, qui est devenu l'instrument le plus efficace de l'expulsion des travailleurs de la terre dans la zone placée sous sa juridiction, avec la connivence de la justice et de la police militaire qui acceptent de jouer la force au service des intérêts des courtiers véreux.

Nous rendons ces organismes responsables de la situation de violence régnant dans la région et nous exigeons des pouvoirs publics qu'ils prennent des mesures immédiates pour:

- 1) désarmer les hommes de main et démanteler les armées privées de la région;
- 2) garantir la libre circulation des personnes dans la région;
- 3) garantir le droit des cultivateurs à leurs récoltes et au défrichage de leurs parcelles;
- 4) garantir le droit à la terre pour les possesseurs légitimes;
- 5) empêcher que des pressions soient faites et des menaces proférées à l'encontre des agents de pastorale qui travaillent aux côtés des cultivateurs.

Goiânia, le 27 avril 1981

Mgr Celso Pereira de Almeida
évêque de Porto Nacional

Mgr Cornélio Chizzini
évêque de Tocantinópolis

... (illisible), FETAEG

Unio de Paiva, député de l'Etat

Avec le soutien des commissions pastorales du
National, du Régional Sud de Goiás et du Régional
Araguaia-Tocantins

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441